



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N° SIREN : 180 089 013 – Code APE : 732Z

T.V.A. Intracommunautaire : FR 40 180 089 013

MARCHE PUBLIC

TRAVAUX

SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

POUR LES ACHATS EFFECTUES EN APPLICATION DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT CNRS : N°

(références à rappeler dans toute correspondance)

L'attention du TITULAIRE est attirée sur le fait que les rubriques du présent document qui sont précédées d'une « case à cocher ☒ » ne sont applicables que si elles sont effectivement cochées. Les rubriques du présent document qui ne sont pas précédées d'une case à cocher sont applicables de droit.

1. PARTIES

Le **CNRS**, personne publique contractante, agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte du laboratoire/service

CNRS Délégation Alsace
23 rue du Loess
67037 Strasbourg Cedex

représenté par la Personne Responsable du Marché (PRM) (décision DEC 153351 DAJ du 19 janvier 2015)

Le Délégué régional

et le **TITULAIRE** (en cas de groupement compléter le formulaire DC1 : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

N° SIRET :

TVA Intracommunautaire :

Offre technique et/ou financière (ex : référence et date du devis)

n°

du

Références bancaires ou postales (joindre un RIB) :

Banque :

N° de compte

IBAN :

SWIFT :

2. OBJET

Le présent marché a pour objet :

Désamiantage & déconstruction des bâtiments CNB040, CNB150, CNB160, CNB500 & CNB520 de la délégation Alsace du CNRS de Strasbourg

Code NACRES : BE.01

adresse d'exécution ou de livraison (si différente)

adresse de facturation (si différente)

3. FORME DU MARCHÉ/ACCORD CADRE

MARCHE :

- ☐ ordinaire
☒ à tranches

Le montant global du marché sur sa durée totale (périodes de reconductions éventuelles comprises) ne peut excéder : sans objet..

ACCORD CADRE :

- ☐ Accord-cadre mono attributaire exécuté au moyen de bons de commande (sans négociation ni remis en concurrence préalable)
L'accord- cadre comporte le cas échéant :

Un montant minimum de :

Un montant global maximum de :

Précisions relatives à la forme du marché ou de l'accord cadre, le cas échéant :

4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1 – Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ☒ les présentes conditions particulières d'achat (CPA), valant acte d'engagement, qui définissent les clauses particulières applicables aux prestations et ses annexes, le cas échéant ;
☒ les conditions générales d'achat (CGA) du CNRS applicables aux marchés de fournitures courantes et services disponibles sur Internet à l'adresse suivante : (<http://www.dgdr.cnrs.fr/achats/>) ;
☒ le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-TRVX) disponible sur Internet à l'adresse suivante : (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
☐ les bons de commandes émis en exécution du présent accord-cadre
☒ les autres documents suivants :

- CCTP
- Note organisationnelle
- Liste prévisionnelle des documents à transmettre
- Planning prévisionnel
- Pièces graphiques

- ☒ le bordereau de prix (BP) et/ou la décomposition du prix global et

forfaitaire (DPGF), le cas échéant ;
☒ l'offre technique et/ou financière du TITULAIRE (CRT)

2 – Sauf indication contraire indiquée dans la notification, un certificat de cessibilité ou un exemplaire unique du marché /de l'accord cadre sera remis au TITULAIRE, à sa demande, en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances.

3 – Toute clause portée dans la proposition ou documentation du TITULAIRE et contraire aux stipulations des pièces du présent marché / accord cadre est réputée non écrite. Les conditions générales du TITULAIRE sont en particulier concernées par cette disposition.

4 – Secret professionnel – Confidentialité – Mesures de sécurité
4.1. Le TITULAIRE est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours du marché /accord cadre et s'interdit de les utiliser à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.
4.2. Le TITULAIRE est tenu de se conformer au règlement intérieur applicable aux locaux dans lesquels il intervient physiquement ou à distance.

5. DURÉE

Le marché / l'accord cadre prend effet
☒ à compter de sa date de notification
☐ à compter de la date suivante :
pour s'achever à l'issue de la constatation de l'exécution des prestations et/ou à la fin de la période de garantie.
☒ Le marché / l'accord cadre est conclu pour une durée de 17,5 mois
☐ Il peut être renouvelé par reconduction tacite sans que sa durée totale n'excède quatre ans. Le CNRS notifie, le cas échéant, la décision de reconduction ou de non-reconduction du marché.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du TITULAIRE à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le TITULAIRE reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

Précisions sur la durée du marché, le cas échéant :

Pour l'application de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., est considérée comme journée d'intempérie toute journée où un arrêt d'exécution d'une des tâches critiques - au sens du planning global d'exécution des travaux - aura été constaté contradictoirement entre le maître d'oeuvre et l'entrepreneur, et qui découlera d'un des motifs suivants :

Pluie ou équivalent neige après fonte : Chute de 4 mm d'eau entre 7 et 18h
Vent : Vitesse mesurée au sol 8m/s pendant 5 heures
Gel : Température extérieure (-2°C) entre 7 et 18 h

Les conditions climatiques seront appréciées, soit par des mesures sur le site, soit par des relevés effectués par une station de météorologie proche ou tout autre organisme agréé par le maître d'oeuvre.

La prolongation des délais ne donnera lieu à aucune indemnité.

Le nombre de journées d'intempéries prévisibles est de 5 jours.

En matière de services, le CNRS se réserve la possibilité, dans les conditions fixées par la réglementation applicable au présent marché, de négocier avec le TITULAIRE, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (Art R. 2122-7 du Code de la Commande Publique).

6. MODALITES D'EXECUTION

Les délais / dates maximum d'exécution / de livraison sont :
☐ fixés dans le(s) document(s) suivant(s) :
☒ fixés dans la proposition du TITULAIRE
☐ fixés comme suit :

La livraison, l'installation et la mise en service ainsi que le suivi d'exécution s'effectuent comme prévu dans les pièces du marché /de

☐ Parties à renseigner par le TITULAIRE en tant que de besoin

l'accord cadre ou, à défaut, conformément au CCAG applicable. Le TITULAIRE est responsable de tous les dommages matériels et/ou corporels du fait de l'exécution des prestations objet du marché /accord cadre. Le TITULAIRE est tenu à une obligation générale de conseil sur les conséquences et les risques de toute nature concernant l'exécution et les limites des prestations afin de protéger au mieux les intérêts du CNRS.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute documentation (à jour) permettant d'assurer la maintenance et le fonctionnement correct du matériel. Cette documentation est rédigée en langue française ou dans les langues précisées dans les documents particuliers du contrat. Elle est fournie sans supplément de prix.

Le marché / l'accord cadre constitue une obligation de résultat pour le TITULAIRE.

Précisions relatives aux modalités d'exécution, le cas échéant :

La tranche optionnelle pourra être affirmée dans un délai de 6 mois suivant la notification du marché.

7. PENALITES

En cas de non-respect des délais contractuels qui lui sont imputables, le TITULAIRE encourt des pénalités de retard

☐ conformément aux stipulations des CGA du CNRS

☒ dans les conditions suivantes (par dérogation au CCAG applicable et aux CGA du CNRS lorsqu'ils sont visés) :
égaux à :

Travaux et prestations	Modalités de calcul des pénalités	Montant des pénalités HT
Retard	1/3000 ^{ème} du montant TTC du marché Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.	1/3000 ^{ème}
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire	200 €
Dépôt des matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire	150€
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans de chantier, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc. y compris prototypes, éléments de construction)	Par document et par jour calendaire	150€
Retard dans le nettoyage du chantier	Par jour calendaire de retard	150€
Repli des installations de	Par jour calendaire de retard	150€

☐ par le TITULAIRE :

2/5

chantier et remise en état des lieux		
Retard dans la remise du rapport final d'intervention (RFI) et ou du dossier des ouvrages exécutés (DOE)	Par jour calendaire de retard	150€
Retard dans la levée des réserves	Par jour calendaire de retard	150€
Absence aux réunions de chantier	Par absence en réunions de chantier. Le remplacement de l'entrepreneur par un collaborateur non qualifié peut engager la responsabilité de l'entreprise et sera considéré comme absence et pénalisé comme tel.	200€
Retard aux réunions de chantier	Par retard en réunions de chantier	50€

Si une admission/réception ne peut être prononcée, du fait du TITULAIRE, ces mêmes pénalités s'appliquent jusqu'à ce que l'admission/réception soit prononcée. Toutefois, le CNRS peut décider de proroger ces délais. Il en informe formellement le TITULAIRE. Les clauses de variation de prix éventuellement prévues par le marché ne sont pas applicables aux pénalités.

Précisions relatives aux pénalités, le cas échéant :

8. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

- ☒ Sans objet
- ☐ Pour les prestations de services, lorsque ces prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement et que chacune de ces parties est clairement identifiées et assortie d'un montant, le CNRS peut décider, au terme de chacune de ces parties, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu, sauf stipulation contraire, à aucune indemnité. Pour le présent marché sont considérés comme parties techniques les éléments suivants :

9. SOUS-TRAITANCE

Le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation préalable du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. La sous-traitance totale des prestations est interdite et le TITULAIRE reste seul responsable de l'exécution du marché.

En cas de présentation d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, le TITULAIRE est invité à utiliser, pour le projet d'acte spécial, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » disponible sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/dai/formulaires-declaration-candidat>

10. FORME DU PRIX DU MARCHÉ /DE L'ACCORD CADRE

1 – Le marché / l'accord-cadre est traité

☐ à prix unitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

☒ à prix forfaitaire **selon la proposition du TITULAIRE**

2 – La monnaie de compte du marché / de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

3 – Sauf stipulations contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

4 – Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Sauf mention contraire, le prix comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du contrat et au respect des engagements pris par le TITULAIRE, y compris les frais de déplacement, d'assurance et de transport qui sont à sa charge et sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison et/ou d'exécution.

5 – Le TITULAIRE peut accorder des réductions - rabais - remises - ristournes.

11. AVANCE

☒ Option A du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 20% pour les PME) du montant TTC du marché, dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☒ Option B du CCAG : Le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance de 5% (ou 10% pour les PME) du montant TTC du marché dans les conditions prévues au CCAG (2 mois d'exécution et 50 000 € HT).

☐ Par dérogation au CCAG applicable, le TITULAIRE peut bénéficier d'une avance égale à : % du montant TTC du marché

En cas de versement d'une avance, son remboursement sera effectué, sauf stipulation contraire mentionnée ci-après, en une fois par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché ou, le cas échéant, jusqu'à épuisement de son solde.

Modalités particulières de remboursement de l'avance, le cas échéant :

12. EVOLUTION DU PRIX DU MARCHÉ

- ☒ Les prix sont fermes et actualisables selon les modalités suivantes :
- ☐ Les prix sont révisables selon les modalités suivantes :

Formule d'actualisation conforme à l'art 9.4.3 du CCAG
Index : BT01

Le coefficient multiplicateur sera arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition des indices/index de référence ou d'arrêt de leur publication, il sera utilisé ceux qui s'y substituent ou à défaut les parties se mettront d'accord sur de nouveaux indices/index par voie d'avenant. En cas de retard supérieur à 4 mois dans la publication des indices ou des index, la valeur retenue est celle du dernier indice/ index publié

13. CLAUSE BUTOIR ET CLAUSE DE SAUVEGARDE

Lorsque les prix ne sont pas fermes, sauf accord du CNRS, l'évolution du prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle moyenne supérieure à 2,5 % par rapport à l'année précédente. En cas d'évolution du prix supérieure à 3 %, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité ni préavis.

14. MODALITÉS DE REGLEMENT

1 – Les factures doivent respecter les dispositions des articles 289 et s. du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande, du marché / de l'accord cadre et du lot correspondant ainsi que la date ou la période d'exécution le cas échéant.

Les règlements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif.

2 – Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF

- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

3 – Les règlements effectués n'ont de caractère définitif qu'après admission/réception définitive des prestations.

4 – Régime des paiements :

Pour les marchés publics :

☐ 4.1. Le paiement est unique

☐ 4.2. Le paiement est réalisé par acomptes selon les modalités suivantes

Montant de l'acompte ou % du montant total du marché	Date, périodicité de l'acompte, fait générateur...

☐ Lorsque les prestations s'exécutent sur une durée importante, des versements d'acomptes intermédiaires peuvent être effectués afin notamment que l'intervalle entre deux paiements successifs n'excède pas la durée maximum fixée par la réglementation applicable.

Dans ce cas, l'état périodique, établi par le TITULAIRE comporte le compte rendu d'avancement des prestations et indique le pourcentage d'avancement de leur exécution. Ce pourcentage, après accord du CNRS, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

☒ 4.3. Le paiement est fractionné selon une échéance :

☒ mensuelle

☐ trimestrielle

☐ semestrielle

☐ annuelle

Pour les accords-cadres :

4.4 ☐ le paiement est effectué sur présentation d'une facture, correspondant aux quantités mentionnées dans le ou les bons de commande émis par le CNRS, par application de la formule suivante :

$PR = P \times Nbre$

dans laquelle :

PR : prix de règlement

P : prix des prestations livrées ou réalisées

Nbre : quantité livrée ou réalisée

5 – Les règlements s'effectuent :

☒ après service fait (ou à terme échu)

☐ à terme à échoir

6 – Retenue de garantie

☐ Sans objet

☒ Le comptable assignataire des paiements effectuera une retenue de garantie de 5% sur les sommes dues.

7 – L'ordonnateur de la dépense est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

8 – Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire du CNRS pour la délégation Alsace.

☐ Parties à renseigner par le TITULAIRE en tant que de besoin

9 – La personne chargée de fournir, à la demande de bénéficiaires de nantissements ou cessions de créances, le décompte des droits constatés au profit du titulaire du marché ou les renseignements sur l'état des prestations effectuées ainsi que des avances et acomptes mis en paiement est le/la Délégué(e) régional(e) du CNRS pour la délégation Alsace.

15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

☒ Sans objet

☐ Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG applicable.

☐ Selon les conditions suivantes :

16. ASSURANCES

Sauf mention particulière dans les pièces du marché /de l'accord-cadre, les obligations du TITULAIRE en matière d'assurances sont fixées dans les conditions du CCAG applicable et/ou déterminées selon les modalités suivantes :

17. CONSTATATION – GARANTIE

1° – Constatation : sauf mention particulière dans les pièces du marché /accord-cadre, la constatation de l'exécution des prestations est réalisée dans les conditions fixées au CCAG applicable et/ou dans les conditions suivantes :

Par dérogation au CCAG applicable, l'établissement n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Précisions sur la garantie, le cas échéant :

2° – Garantie : sauf mention particulière dans les pièces du marché / de l'accord-cadre, les prestations font l'objet d'une garantie minimale dans les conditions fixées au CCAG applicable. La durée de garantie effective est fixée dans l'offre du TITULAIRE, sans pouvoir être inférieure à la durée de garantie minimale (1 an).

Précisions sur la garantie, le cas échéant :

18. RESILIATION

Le marché / l'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG applicable. En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le taux de l'indemnité de résiliation est fixé à 1 %.

Le marché /l'accord-cadre pourra également être résilié sans indemnité en cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde prévue à l'article 13 ci-avant.

Le CNRS se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché /accord-cadre, aux frais et risques du TITULAIRE, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du TITULAIRE.

19. LITIGES

Les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le TITULAIRE ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension de la prestation.

Les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et seul est compétent le tribunal administratif de Strasbourg.

20. DEROGATIONS AU CCAG

Lorsque le présent marché / accord-cadre déroge au CCAG il est fait prioritairement application des clauses du présent marché / accord cadre. Il est également tenu compte, sauf stipulation contraire, des dérogations mentionnées aux CGA du CNRS lorsqu'elles sont applicables. Le présent marché /accord-cadre déroge notamment, pour les seules stipulations concernées, aux articles suivants du CCAG :

Article(s) du présent marché / accord cadre	Article(s) du CCAG applicable
4.1	4.1. du CCAG applicable

paraphe du TITULAIRE :

<p>Le TITULAIRE <input type="checkbox"/> accepte / <input type="checkbox"/> refuse l'avance mentionnée à l'article 11. La case ci-avant cochée par le TITULAIRE n'a de valeur contractuelle que si la réglementation applicable prévoit une avance obligatoire minimum ou si le CNRS propose une avance facultative. Si aucune case n'est cochée par le TITULAIRE, celui-ci est réputé <u>refuser</u> l'avance alors même qu'il pourrait en bénéficier.</p> <p>Le TITULAIRE déclare avoir pris connaissance et accepté les conditions d'achats (CGA et CPA) applicables au présent marché /accord cadre ; atteste sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas mentionnés aux articles L2141-1 à 14 du code de la commande publique, ou dans des cas de même nature régis par un droit étranger ; s'engage à respecter le code du travail durant l'exécution du marché /de l'accord-cadre et assure qu'il respecte les 8 conventions fondamentales de l'OIT. En application de l'article L. 8222-6 du code du travail et dans les limites qu'il fixe, une pénalité égale à 10% du montant du marché /de l'accord cadre, peut être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code. A défaut de correction des irrégularités constatées, le TITULAIRE s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché / de l'accord cadre, sans indemnité, à ses frais et risques ou à l'application des pénalités précitées.</p> <p>Le TITULAIRE pourra se voir demander, avant tout début d'exécution : les documents indiqués aux articles R. 2143-11 du code de la commande publique ; une attestation d'assurance au titre de la responsabilité civile et professionnelle (attestation en cours de validité).</p> <p>Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du contrat et conformément à ses clauses et stipulations, le signataire s'engage sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées.</p>	
Engagement du TITULAIRE	Décision du CNRS
<p>Pour le TITULAIRE (signature, nom de la personne habilitée à signer et cachet commercial)</p> <p>à</p> <p>le</p>	<p>L'offre est acceptée</p> <p>Les /options n°..... /tranches n°..... /variantes n°..... sont /levées /affermies /retenues. Les autres prestations supplémentaires ne sont pas sélectionnées ou, pour les tranches, pourront faire l'objet d'un affermissement ultérieur.</p> <p>Pour le CNRS (signature, nom de la PRM ou de son délégataire)</p> <p>à</p> <p>le</p> <p>exemplaire unique ou certificat cessibilité <input type="checkbox"/> remis au TITULAIRE / <input checked="" type="checkbox"/> non remis</p>